



Journal Homepage: www.journalijar.com

INTERNATIONAL JOURNAL OF ADVANCED RESEARCH (IJAR)

Article DOI:10.21474/IJAR01/23722
DOI URL: <http://dx.doi.org/10.21474/IJAR01/23722>



RESEARCH ARTICLE

DISPARITES GEOGRAPHIQUES DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ENTRE LE MILIEU URBAIN ET RURAL DANS LA REGION DE ZINDER, NIGER

Oumarou Maman Laouali¹ and Zourkaleini Younoussi²

1. Doctorant à l'Université André Salifou de Zinder, Niger.
2. Professor, Lecturer and Researcher, André Salifou University, Zinder, Niger.

Manuscript Info

Manuscript History

Received: 16 April 2026
Final Accepted: 18 May 2026
Published: June 2026

Key words:-

geographical disparities, educational inequalities, rural/urban areas, school infrastructure, community organisations, educational planning.

Abstract

Geographical disparities in primary education in Niger, and particularly in Zinder, constitute a major obstacle to achieving the goal of education for all. This study examines the disparities in school enrolment between the city of Zinder (the regional capital) and the ten departments, using longitudinal data from the Regional Directorate of National Education (DREN) covering the period 2018–2023. The methodological approach combines a quantitative analysis of educational indicators with a qualitative survey of institutional and community stakeholders. The results highlight a persistent structural divide: the gross enrolment rate (GER) in the city of Zinder reached 105 per cent in 2023, compared with an average of 53 per cent across all departments, representing a gap of 52 percentage points to the detriment of rural areas. An analysis of school infrastructure reveals the extremely precarious conditions in rural areas, with 44 per cent of classrooms housed in thatched huts and 42.3 per cent of pupils in multi-age classes in 2023, compared with just 1.2 per cent in urban areas. Interviews conducted with inspectors, educational advisers and members of the Decentralised School Management Committees (CGDES) confirm these quantitative findings and shed light on the social and institutional mechanisms through which inequalities are created and perpetuated. The fixed-effects panel regression reveals that school supply variables (school density, pupil-teacher ratio, quality of infrastructure) account for 76 per cent of the variation in the gross enrolment rate at departmental level. In light of these persistent inequalities, the article argues in favour of differentiated and locally tailored educational resource planning as an operational lever for rebalancing the regional provision of schooling.

"© 2026 by the Author(s). Published by IJAR under CC BY 4.0. Unrestricted use allowed with credit to the author."

Introduction:-

L'éducation constitue un levier essentiel du développement humain et un instrument privilégié de réduction des inégalités sociales. Reconnue comme un droit fondamental par les principales conventions internationales, elle est au cœur des stratégies de développement mises en œuvre par les États depuis plusieurs décennies. Dès les

Corresponding Author:- Zourkaleini Younoussi

Address:- Professor, Lecturer and Researcher, André Salifou University, Zinder, Niger.

indépendances, les États africains se sont engagés dans une politique de développement de l'éducation, comme en témoigne la conférence d'Addis Abeba (1961) qui fixait l'objectif de scolarisation primaire universelle. Lange (2016) rappelle que les progrès ont été réels entre 1960 et 1980, mais que l'entrée en vigueur des programmes d'ajustement structurel (PAS) a provoqué un recul de la scolarisation dans les années 1980, mettant à nu la fragilité financière des systèmes éducatifs. Cette lecture historique est essentielle pour comprendre pourquoi les écarts entre villes et campagnes se sont creusés : la concentration des investissements dans les centres urbains, perçus comme plus « rentables » par les bailleurs de fonds, a durablement défavorisé les zones rurales (Lange & Yaro, 2003). Les engagements pris lors de la Conférence mondiale sur l'Éducation pour tous (EPT) de Jomtien en 1990, réaffirmés dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) puis des Objectifs de Développement Durable (ODD), ont placé l'accès universel à une éducation primaire de qualité parmi les priorités de la communauté internationale. Malgré les progrès enregistrés, les systèmes éducatifs des pays en développement demeurent confrontés à d'importantes disparités géographiques. Dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, les conditions d'accès à l'éducation varient considérablement entre les zones urbaines et rurales. Les espaces urbains concentrent généralement les infrastructures scolaires, les enseignants qualifiés et les équipements pédagogiques, tandis que les zones rurales souffrent souvent d'un déficit d'investissement éducatif. Cette situation se traduit par des écarts significatifs en matière de fréquentation scolaire, de maintien à l'école, de qualité des apprentissages et de réussite scolaire. Ainsi, le territoire apparaît comme un facteur structurant des inégalités éducatives, contribuant à la reproduction des disparités socioéconomiques entre populations.

Le Niger n'échappe pas à cette réalité. Au cours des deux dernières décennies, le pays a enregistré des avancées notables dans le domaine de l'éducation de base grâce à l'expansion de l'offre scolaire et à la mise en œuvre de plusieurs programmes sectoriels. En effet, le taux brut de scolarisation (TBS) qui était estimé à environ 32,2 % en 1999 a atteint 65,76 % en 2024. Ces efforts ont permis une augmentation substantielle des effectifs scolarisés et une amélioration progressive de certains indicateurs éducatifs. Toutefois, ces progrès demeurent inégalement répartis dans l'espace. Les disparités entre les milieux urbains et ruraux continuent d'affecter l'accès à l'école, les conditions d'enseignement et les performances scolaires. La forte croissance démographique, la dispersion de l'habitat rural, la faiblesse des infrastructures de base et les contraintes budgétaires accentuent les difficultés de couverture du système éducatif dans plusieurs régions du pays. Les données du MEN/A/PLN (2023-2024), montre le poids dominant du milieu rural sur l'urbain. Ainsi, sur les 18 075 écoles primaires, que compte le pays, 15 436 (85, 6 %) sont en zone rurale. En plus 70,67 % des élèves (2 122 202 sur 3 002 551) sont en zone rurale. Mais la répartition des principaux indicateurs en termes de capacité d'accueil et d'encadrement (ratio élèves/salle de classe et le ratio élèves/maitre) révèle une forte disparité. Ils sont respectivement en milieu urbain de 41 et 35, contre 48 et 48 en milieu rural. Cette tendance montre déjà une inégalité entre les différentes zones géographiques. Ces défis se manifestent avec une intensité particulière dans certaines régions caractérisées par une insuffisances des infrastructures et équipements scolaires.

Dans la région de Zinder, cette situation apparaît avec une acuité particulière en raison du poids démographique élevé, de la dispersion des populations rurales et des contraintes socio-économiques qui affectent les ménages. Alors que la ville de Zinder bénéficie d'une concentration relativement importante d'établissements scolaires, de personnel enseignant et de services éducatifs, plusieurs départements de la région connaissent des déficits structurels importants. Ces disparités entre les zones de résidences des élèves contribuent à la reproduction des inégalités scolaires et sociales dans le pays.

La question des inégalités scolaires urbain-rural n'est pas nouvelle dans la littérature scientifique africaine. De nombreux travaux s'accordent sur l'insuffisance quantitative et qualitative de l'offre en milieu rural. Traoré (2015), à partir du cas malien, montre que « les enfants vivant en milieu rural ont moins de chances que ceux vivant en milieu urbain d'accéder à l'école et d'y rester jusqu'au niveau scolaire le plus élevé. Par exemple, un enfant vivant en milieu rural a 43% de chance d'aller à l'école soit 1,7 fois moins que celui qui vit en milieu urbain » (p. 38). Brossard et Foko (2007), dans une étude comparative portant sur 19 pays d'Afrique subsaharienne, ont montré que la pression démographique tend à creuser les inégalités éducatives entre zones urbaines et rurales lorsqu'elle n'est pas accompagnée d'une politique proactive d'expansion de l'offre scolaire. Leurs données révèlent que les zones rurales à forte croissance démographique enregistrent des taux d'achèvement du primaire inférieurs de 20 à 35 points à ceux des zones urbaines correspondantes. Cette tendance est confirmée par Pilon et Yaro (2001) qui, à partir du cas burkinabè, insistent sur le rôle déterminant des migrations rurales-urbaines dans la recomposition de la demande scolaire locale. Plus récemment, Sawadogo (2019), dans sa thèse portant sur le Burkina Faso, a mobilisé des données de panel longitudinales pour démontrer que la croissance démographique différentielle entre zones agro-pastorales et zones urbaines engendre une demande scolaire que les mécanismes ordinaires d'allocation budgétaire

ne parviennent pas à satisfaire. Il introduit le concept de « dette éducative territoriale » pour désigner l'écart cumulé entre besoins scolaires non couverts et offre institutionnelle effective. Dans la même perspective, Sreekanth (2020) soutient qu'en Inde rurale, les disparités de performance entre zones urbaines et rurales sont principalement expliquées par les inégalités d'infrastructure et de qualification enseignante, et non par les caractéristiques socioéconomiques des ménages seuls.

Cependant, malgré ces apports, la dimension planificatrice est souvent abordée de façon normative, mais rarement testée empiriquement par des simulations ou des modèles contrefactuels. Les travaux de Mingat et Suchaut (2000) proposent des cadres d'analyse macroéconomique, mais ils restent très centrés sur l'offre et négligent les dynamiques locales de demande. D'un autre côté, peu d'études comparent systématiquement plusieurs indicateurs de performance (TBS, TBA, ratio élèves/maître, IPG) entre une ville chef-lieu et ses départements ruraux en utilisant des séries temporelles récentes. La plupart des travaux se concentrent sur une seule dimension (taux de scolarisation) sans analyser conjointement l'accès, l'encadrement et la parité de genre. A l'échelle locale, cette insuffisance est particulièrement heuristique dans le cas de la région de Zinder, où la pression des effectifs scolaires et la faible performance du système éducatif rendent nécessaire une distribution rationalisée et optimale des ressources éducatives déjà disponibles.

C'est dans cette perspective que s'inscrit le présent article portant sur les disparités géographiques de l'enseignement primaire entre le chef-lieu de la région (ville de Zinder) et les départements de la région. L'objectif principal est d'analyser comment la concentration de l'offre scolaire dans la ville de Zinder influence les niveaux de scolarisation des autres départements de la région. L'étude repose sur l'hypothèse selon laquelle, un équilibre planifié de l'offre scolaire entre les milieux de résidence constitue un levier décisif pour améliorer les taux de scolarisation de la région de Zinder. Cette démarche planificatrice, qui tranche avec le fatalisme programmatif : il ne s'agit pas seulement de décrire les inégalités, mais de proposer un cadre analytique permettant d'identifier les leviers d'actions susceptibles de les réduire sans attendre une croissance économique préalable.

Pour analyser les disparités géographiques de l'enseignement primaire entre la ville de Zinder et les dix départements, nous mobilisons un cadre théorique articulant trois perspectives. D'une part, l'approche de l'offre et de la demande d'éducation (Lange et Yaro, 2003 ; Pilon, 2002) permet de caractériser les écarts en termes de couverture scolaire, de ratio élèves/maître, de classes multigrades et de contraintes économiques pesant sur les familles rurales. D'autre part, la perspective de l'économie de la planification éducative (Mingat et Suchaut, 2000) fournit des outils pour simuler l'impact d'un rééquilibrage de l'offre. Enfin, la sociologie de la reproduction des inégalités (Bourdieu et Passeron, 1970) éclaire les mécanismes sociaux par lesquels les disparités géographiques se perpétuent. La discussion des résultats s'appuie également sur des travaux récents portant sur les inégalités éducatives (Hyry-Beihammer et Hascher, 2015 ; Sreekanth, 2020 ; Fredriksson et al., 2022) afin de situer les résultats de Zinder dans une perspective comparative.

Methodologie:-

Présentation de l'espace d'étude:-

La région de Zinder est située dans le centre-est de la République du Niger entre 12°48' et 17°30' Nord, 7°20' et 12°00' Est. Elle est la plus peuplée du Niger en 2024 avec une population estimée à 5.468.989 habitants (INS), les femmes sont estimées à 2 741 271 soit 50,1 %. Cette population représente 20,76% de l'effectif total du Niger. La région couvre une superficie de 155.778 km², soit 12,3 % du territoire national. Cela correspond à une densité moyenne de 35 hbt/km², avec un taux d'accroissement moyen annuel de 3,81%. La région est organisée en ville de Zinder (composée de 5 arrondissements communaux), dix (10) départements et cinquante-cinq (55) communes.



Figure 1. Carte administrative de la région de Zinder

Source : OCHA, 2013

Définition opérationnelle du milieu urbain et rural:-

L'une des difficultés méthodologiques de cette étude réside dans la classification des milieux en catégories « urbain » et « rural ». L'Institut National de la Statistique du Niger (INS) considère comme « urbains » les chefs-lieux des anciens départements tels que Matamèye, Tanout, Gouré, Mirriah et Magaria. Cette classification administrative, si elle est pertinente pour les recensements nationaux, ne rend pas compte des différences qualitatives d'infrastructures scolaires et d'encadrement pédagogique qui existent au sein des entités administratives.

Pour les besoins de cette étude, nous avons opérationnalisé la distinction urbaine-rurale non pas sur la base de la catégorisation administrative stricte, mais selon un faisceau de critères relatifs à la qualité de l'offre scolaire : la présence des écoles privées, densité des infrastructures scolaires, proportion de classes en matériaux définitifs, disponibilité des équipements de base (électricité, eau), disponibilité du personnel enseignant. En application de cette définition, la ville de Zinder (chef-lieu de région) constitue le pôle urbain de référence, tandis que les dix départements de la région sont considérés comme des espaces ruraux, nonobstant l'existence de petits centres urbains secondaires dans certains d'entre eux. Cette approche opérationnelle, si elle a l'avantage de correspondre aux réalités du terrain, a pour limite de masquer les disparités intra départementales, notamment entre les chefs-lieux et les villages plus reculés.

Source de données et méthode de recherche:-

L'étude adopte une approche mixte et comparative combinant d'une part, une analyse quantitative longitudinale (2018-2023) des indicateurs scolaires pour la ville de Zinder et les dix départements de la région et d'autre part une analyse qualitative exploratoire destinée à interpréter les écarts et cerner les perceptions des acteurs institutionnels et communautaires.

Les données quantitatives sont secondaires et proviennent de trois sources principales :-

- Les annuaires statistiques annuels du MEN/A/PLN et du service de la statistique de la Direction Régionale de l'Éducation de Zinder pour la période 2018–2023, qui constituent la source primaire de données quantitatives sur l'offre et la demande scolaires au niveau locale.
- Les données démographiques de l'Institut National de la Statistique (INS, 2022), notamment les projections de population par tranche d'âge scolaire (7–12 ans) au niveau départemental.

L'unité d'analyse principale est le département, décliné en deux catégories : le milieu urbain (la ville de Zinder, chef-lieu de région) et les dix départements de la région qui sont considérés comme le milieu rural.

L'analyse quantitative repose sur des procédures complémentaires. Tout d'abord, une analyse descriptive comparative des infrastructures (type de salle de classe) et l'organisation pédagogique. Elle est suivie d'un aperçu des indicateurs clés entre la ville de Zinder et les dix départements, permettant de mettre en évidence les écarts en 2023 et leur évolution sur la période. Ensuite, une régression en panel à effets fixes, qui neutralise les

caractéristiques invariantes dans le temps propres à chaque département (relief, traditions culturelles) pour isoler l'effet net des variables d'offre scolaire sur le TBS.

Tableau 1 : Indicateurs et variables

Dimension	Indicateur	Source
Accès	Taux brut de scolarisation (TBS)	Données DREN
Admission	Taux brut d'admission (TBA)	Données DREN
Rétention	Taux d'Achèvement au Primaire (TAP)	Données DREN
Encadrement	Ratio élèves/maître	Données DREN
Équité de genre	Indice d parité de genre (IPG) = TBS filles / TBS garçons	Données DREN
Organisation pédagogique	Proportion de classes multigrades	Rapports d'inspection
Infrastructure	Nombre d'écoles pour 1000 élèves	Calcul de l'auteur
Équipement	Ratio élèves/table-banc	Données DREN

Stratégie d'échantillonnage qualitative:-

L'enquête qualitative repose sur une stratégie d'échantillonnage raisonné à variation maximale. Cette stratégie vise à capturer la diversité des configurations scolaires et des profils d'acteurs au sein de la région de Zinder. La variation maximale a été assurée selon deux axes : le niveau de performance scolaire du département (TBS élevé, moyen, faible d'après les données DREN 2023) et le type de milieu (urbain, rural). Cette combinaison de critères garantit que les résultats rendent compte de la diversité effective des situations scolaires dans la région.

Les participants aux entretiens semi directifs ont été sélectionnés selon des critères explicites liés à leur position fonctionnelle dans le système éducatif et à leur connaissance directe des réalités scolaires locales. Trois (3) catégories d'acteurs ont été retenues :-

- Les Inspecteurs de l'Enseignement primaire (IEP), positionnés à l'interface entre l'administration centrale et les établissements ;
- Les conseillers pédagogiques (CP), chargés d'assurer le suivi pédagogique ;
- Les membres des Comités de Gestion des Établissements Scolaires (CGDES), représentants de la participation communautaire.

En ce qui concerne les acteurs institutionnels, l'inclusion d'un participant était conditionnée à une durée minimale d'expérience dans le poste, fixée à deux (2) ans, afin de garantir une connaissance effective du contexte.

La saturation théorique a constitué le critère d'arrêt du processus d'échantillonnage : les entretiens ont été poursuivis jusqu'au point où les données nouvelles ne généraient plus de catégories analytiques inédites (Glaser et Strauss, 1967). La saturation a été atteinte après seize entretiens semi directifs (quatre inspecteurs, six conseillers pédagogiques et six focus groups avec les CGDES). Les entretiens, d'une durée moyenne d'une heure, ont été enregistrés avec le consentement explicite des participants, puis intégralement transcrits.

Procédures d'approbation éthique:-

Cette recherche a été conduite dans le respect des principes éthiques applicables à la recherche en sciences sociales impliquant des participants humains. Préalablement à la collecte des données, une autorisation de recherche a été sollicitée et obtenue auprès de l'école doctorale qui l'organe académique compétent de l'UAS de Zinder. Tous les participants ont été informés des objectifs de la recherche, de la nature volontaire de leur participation, et de leur droit à se retirer à tout moment sans conséquence. Les données collectées ont été anonymisées dès la phase de transcription et conservées sous un protocole de protection garantissant la confidentialité des informations. Aucun nom propre, identifiant scolaire ou donnée permettant l'identification des participants n'apparaît dans les données analysées ni dans les résultats publiés.

Analyse des données qualitative:-

Les données qualitatives ont fait l'objet d'une analyse thématique de contenu, structurée autour de quatre thèmes principaux :-

- ✓ Perceptions des obstacles à la scolarisation en milieu rural ;
- ✓ Effets perçus des politiques de rééquilibrage de l'offre scolaire ;

- ✓ Stratégies familiales d'adaptation face aux contraintes de scolarisation ;
- ✓ Rôle des comités de gestion scolaire et des collectivités territoriales dans l'amélioration de l'offre.

Une procédure de validation par les membres (member checking) a été appliquée : les résultats préliminaires ont été soumis à deux participants représentatifs des différentes catégories pour vérification de leur cohérence avec les réalités vécues.

Limites méthodologiques:-

Plusieurs limites doivent être signalées. Tout d'abord, la distinction espace « urbain-rural » ne repose pas sur une catégorisation administrative stricte, mais sur une définition opérationnelle qui peut masquer les disparités intra départementales entre les chefs-lieux et les villages reculés. D'un autre côté, les données disponibles ne permettent pas d'isoler l'effet spécifique de la qualité pédagogique, faute d'évaluations standardisées des apprentissages au niveau régional.

Par ailleurs, la période d'étude (2018-2023) inclut des événements exceptionnels tels que la pandémie de COVID 19, qui peut avoir brouillé les effets des politiques éducatives. En plus, l'utilisation de données administratives agrégées par département ne permet pas de prendre en compte les spécificités locales, notamment la présence d'écoles privées ou confessionnelles. Enfin, les projections démographiques utilisées pour estimer la population scolarisable reposent sur un taux régional unique, ce qui peut lisser les variations locales.

Resultats Et Discussion:-

Précarité infrastructurelle du milieu rural:-

L'analyse des données collectées à la Direction Régionale sur la nature des salles de classe permet de dresser un portrait par département en fonction des matériaux de construction et des structures. Le Tableau 2 présente la situation des salles de classe des dix départements de la région comparée à la ville de Zinder pour l'année 2023.

Tableau 2. Répartition de type des salles de classe utilisées par department

Département	Dur	Semi dur	Préfabriquée	S. Evolutive	En banco	Paillote	Total
Belbédji	123	48	4	2	63	143	383
Damagaram Tak	335	30	1	0	31	354	751
Dungass	265	2	1	17	14	506	805
Gouré	512	39	4	12	32	500	1099
Kantché	580	64	4	30	98	564	1340
Magaria	687	53	3	13	53	980	1789
Mirriah	612	61	4	30	78	898	1683
Takiéta	259	47	3	9	60	482	860
Tanout	680	79	1	14	285	401	1460
Tesker	76	17	4	0	3	52	152
Ville de Zinder	1 006	232	95	29	122	541	2 025
Total	5 135	672	124	156	839	5 421	12 347
Pourcentage (%)	41,6	5,4	1,0	1,3	6,8	43,9	100

Source : DREN/A/PLN de Zinder, 2023

Les données révèlent un fort contraste entre la ville de Zinder et les autres départements de la région. Sur les 12 347 salles de classe que comptait la région en 2023 les classes en paillote occupent la première place avec 5 421 unités soit environ 44 %. Ce type de classe est particulièrement majoritaire à Magaria (980), Mirriah (898), et Kantché (564). En effet, les classes en matériaux définitifs sont au nombre de 5 135, soit environ 42% du total. Dans ce registre, la ville de Zinder à elle seule compte 1 006 classes en dur. Le contraste est frappant : la ville de Zinder concentre plus de 19 % des classes en dur et 35 % des classes semi-dures ainsi que 77 % des classes préfabriquées de la région, alors qu'elle ne représente qu'une faible part des effectifs d'élèves. À l'inverse, les départements cumulent les types de classes les plus précaires.

Cette précarité infrastructurelle n'est pas sans conséquence sur les conditions d'enseignement. Les entretiens réalisés auprès des acteurs institutionnels confirment que les classes en paillote sont particulièrement vulnérables aux intempéries. Un inspecteur de l'enseignement primaire témoigne : « Dans les départements de Mirriah, les paillotes prennent souvent du temps avant d'être confectionnées par les CGDES à la rentrée scolaire et s'effondrent dès le

début de l'hivernage en fin d'année. Ce qui affecte le temps scolaire avec le début tardif des cours et l'arrêt précoce des classes. » (IEP, entretien, mai 2024). Un conseiller pédagogique renchérit : « La paillote, c'est le symbole de l'école rurale. Elle est présente dans presque tous les villages, mais elle ne permet pas des conditions d'apprentissage décentes. L'enseignant ne peut pas utiliser de tableau adéquate, les élèves sont assis généralement par terre, et les cahiers sont vite abîmés par la poussière » (CP, entretien, mai 2024).

Adaptation pédagogique face à la contrainte structurelle : la généralisation des classes multigrades:-

L'inégale répartition des ressources éducatives, combinée à la pression des effectifs scolaires sur la capacité d'accueil et d'encadrement, affecte les conditions d'enseignement et d'apprentissage. Ces contraintes quantitatives et qualitatives amènent les acteurs pédagogiques à des pratiques adaptatives pour assurer le fonctionnement du système. Parmi ces adaptations, la multiplication des « classes multigrades » constitue la réponse la plus répandue en milieu rural.

Le recours aux classes multigrades est un indicateur indirect de l'insuffisance des salles de classe et/ou du nombre d'enseignants, ce qui met en lumière une offre scolaire inadaptée ou une inégale répartition des ressources. Dans ce dispositif, un seul enseignant prend en charge les activités d'apprentissage de deux à plusieurs niveaux, ce qui alourdit considérablement la charge de travail des enseignants concernés et réduit le temps d'enseignement effectif consacré à chaque groupe d'élèves. Le Tableau 3 présente la situation de la région sur une décennie.

Tableau 3. Évolution des proportions des élèves en classes multigrades dans la région de Zinder (2014-2023) selon le milieu de résidence

Indicateur	Zone de résidence	Période 2014-2023		
		2014	2023	Ecart
Proportion d'élèves en classes multigrades (%)	Rurale	29,7 %	42,28 %	13 %
	Urbaine	2,61 %	1,19 %	-1 %

Source : MEN/A/PLN, annuaires statistiques nationaux

La figure suivante montre la tendance de la multiplication des classes multigrades entre le milieu urbain et rural.

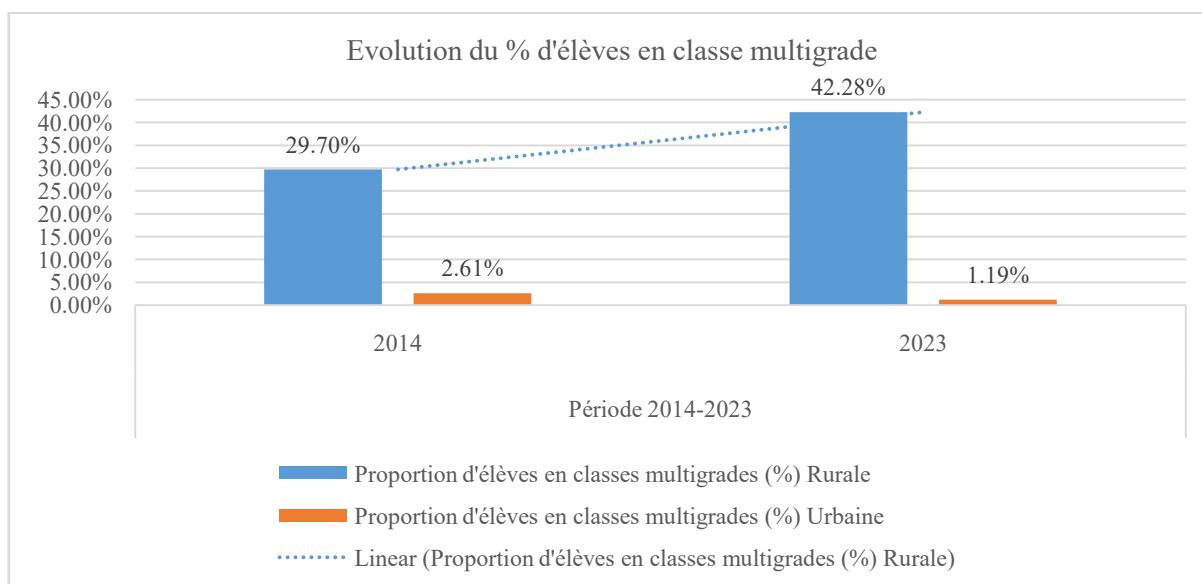


Figure 1 : Evolution comparée de proportion d'élèves en classe multigrade dans la région de Zinder entre zone rurale et urbaine de 2014 à 2023.

Source : MEN/A/PLN, annuaires statistiques nationaux

Les données du Tableau 3 et de la Figure 1 mettent en évidence une inégalité géographique croissante dans l'organisation pédagogique entre les milieux rural et urbain de la région de Zinder. En 2014, la proportion d'élèves scolarisés dans des classes multigrades atteignait déjà 29,7 % en milieu rural, contre seulement 2,6 % en milieu urbain. Cet écart initial de plus de 27 points de pourcentage révélait déjà une répartition inégale des ressources éducatives. La situation est devenue plus préoccupante en 2023. La proportion d'élèves concernés par les classes multigrades a augmenté à 42,28 % en milieu rural, soit une progression de près de 13 points sur la période. Autrement dit, presque un élève rural sur deux suit sa scolarité dans une classe regroupant plusieurs niveaux d'enseignement. À l'inverse, la proportion observée en milieu urbain a légèrement diminué pour atteindre 1,19 %, traduisant une amélioration continue des conditions d'encadrement pédagogique dans le chef-lieu régional.

L'évolution divergente des deux milieux témoigne d'un renforcement des inégalités territoriales. Alors que les investissements éducatifs semblent avoir permis de réduire le recours aux classes multigrades dans la zone urbaine, ils n'ont pas suffi à absorber la croissance de la demande scolaire dans la zone rurale. Cette situation résulte de la combinaison de la forte croissance démographique rurale et de l'inégalité dans la répartition des ressources liées à l'offre scolaire, notamment l'insuffisance des infrastructures et les difficultés de déploiement des enseignants dans les localités éloignées.

Du point de vue de la qualité de l'éducation, cette disparité est loin d'être anodine. La gestion simultanée de plusieurs niveaux dans une même salle de classe accroît la charge pédagogique de l'enseignant et réduit le temps d'enseignement consacré à chaque groupe d'élèves. Dans ces conditions, les apprentissages risquent d'être moins efficaces, ce qui peut affecter les performances scolaires, augmenter les risques de redoublement et contribuer à la persistance des écarts de réussite entre élèves ruraux et urbains. Un conseiller pédagogique interrogé résume cette situation : « Dans les classes multigrades, le maître doit constamment passer d'un niveau à l'autre. Le temps qu'il consacre au CM2, les élèves du CP sont livrés à eux-mêmes. La qualité des apprentissages s'en ressent » (CP, entretien, mars 2024).

Disparités structurelles de l'offre scolaire et conséquences sur les indicateurs:-

L'analyse comparée des indicateurs d'offre scolaire pour l'année 2023 révèle des disparités considérables entre la ville de Zinder et les départements. Le Tableau 4 synthétise les principaux indicateurs par entité administrative.

Tableau 4. Indicateurs de l'enseignement primaire selon le milieu de résidence dans la région de Zinder en 2023

Entité territoriale	TBS (%)	TBA (%)	TAP (%)	Ratio/EM	IPG
Belbédji	63,15	96,28	39,53	45	0,77
DTK	54,81	91,92	27,64	51	1,06
Dungass	43,49	52,49	26,54	52	1,04
Gouré	45,54	66,31	27,58	35	1,17
Kantché	60,92	76,68	39,34	50	1,02
Magaria	56,69	71,5	38,99	50	1,03
Mirriah	57,19	73,6	38,05	47	1,06
Takiéta	55,63	86,66	30,86	43	0,88
Tanout	52,46	74,48	35,23	45	1,00
Tesker	47,34	80,31	19,48	32	0,76
Ville de Zinder	104	121	84,92	39	0,98
Moyenne rurale	53,72	77,02	32,32	45	0,98
Écart urbain-rural.	50,28	44	52,6	-6	0,00

Source : DREN/A/PLN de Zinder, 2023

L'analyse de ces indicateurs met en évidence des disparités géographiques majeures. La ville de Zinder présente les meilleurs niveaux de performance scolaire avec un TBS de 104 %, un taux brut d'admission de 121 % et un taux d'achèvement du primaire de 84,9 %, largement supérieurs à la moyenne des départements (respectivement 53,72 %, 77,02 % et 32,32 %). Ces écarts traduisent une forte concentration des opportunités éducatives dans le milieu urbain. À l'inverse, plusieurs départements ruraux, tels que Dungass, Tesker et Damagaram Takaya, enregistrent des niveaux particulièrement faibles de scolarisation et d'achèvement, révélant une situation de vulnérabilité scolaire. Le faible taux d'achèvement du primaire observé dans ces départements montre une faible rétention avant la fin du cycle primaire. Par ailleurs, les ratios élèves/maître restent élevés dans la plupart des départements, notamment à Dungass (52) et Damagaram Takaya (51), ce qui traduit des conditions d'encadrement pédagogique difficiles, liées à l'insuffisance des enseignants et à la surcharge des classes. Bien que l'indice de parité de genre soit globalement proche de l'équilibre à l'échelle régionale, certains départements comme Belbédji (0,77) et Tesker (0,76) présentent encore une sous scolarisation importante des filles.

La situation exceptionnelle de la ville de Zinder, avec un TBS supérieur à 100 %, mérite une explication. Ce taux supra centenaire s'explique par plusieurs phénomènes : l'admission d'enfants avant l'âge officiel requis (entrée précoce), les migrations scolaires d'élèves ruraux venant vivre chez des parents en ville, les redoublements qui gonflent les effectifs d'âge non théorique, et enfin une possible sous-estimation de la population scolarisable dans les projections démographiques. Quoi qu'il en soit, ce taux indique une offre scolaire excédentaire en milieu urbain, tandis que les zones rurales manquent cruellement de places.

Les entretiens menés auprès des acteurs institutionnels confirment que l'offre scolaire ne suit pas l'augmentation des effectifs. Un inspecteur explique : « Chaque année, des milliers d'enfants supplémentaires arrivent à l'âge de la scolarisation, mais la capacité d'accueil et d'encadrement ne suit pas. Surtout en milieu rural, où l'offre scolaire est largement sous dimensionnée par rapport au potentiel scolarisable » (IEP, entretien, mars 2024). Ces propos confirment que le mode de planification actuel, basé sur la demande existante plutôt que sur une approche anticipative des besoins, contribue à perpétuer les inégalités spatiales.

Évolution du taux brut de scolarisation (2018 2023) :-

Le Tableau 5 présente l'évolution du TBS pour les dix départements et la ville de Zinder sur la période 2018 2023.

Tableau 5. Evolution du TBS dans les départements de la région de Zinder entre 2018 et 2023

Département	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Taux de variation relative
Belbédji	68,23 %	67,65 %	71,22 %	65,89 %	63,99 %	63,16 %	-7,43 %
Damagaram TK	46,53 %	45,07 %	49,71 %	48,49 %	52,42 %	54,82 %	+17,81 %
Dungass	34,55 %	35,39 %	40,10 %	38,92 %	41,49 %	43,49 %	+25,88 %
Gouré	49,30 %	47,13 %	48,18 %	44,91 %	43,91 %	45,54 %	-7,63 %
Kantché	55,77 %	54,83 %	58,35 %	59,37 %	60,14 %	60,92 %	+9,23 %
Magaria	51,23 %	52,26 %	54,78 %	55,10 %	54,92 %	56,69 %	+10,65 %
Mirriah	51,05 %	51,22 %	53,78 %	54,40 %	56,43 %	57,19 %	+12,03 %
Takiéta	56,23 %	53,93 %	60,18 %	55,09 %	54,28 %	55,64 %	-1,05 %
Tanout	57,56 %	55,76 %	57,92 %	53,40 %	53,24 %	52,46 %	-8,86 %
Tesker	57,85 %	55,92 %	62,62 %	59,70 %	39,88 %	47,34 %	-18,16 %
Ville de Zinder	101 %	101 %	106,2 %	102,82 %	103,31 %	104,50 %	+3,47 %
Région de Zinder	55,74 %	55,20 %	58,61%	56,98%	57,45 %	58,61 %	+5,15 %

Source : DREN/PLN Zinder, 2023

Le Tableau 5 met en évidence deux tendances opposées entre 2018 et 2023. Cinq départements (Damagaram Takaya, Dungass, Kantché, Magaria, Mirriah) enregistrent une progression significative, avec des taux de variation relative compris entre +9,2 % et +25,9 %. Dungass se distingue particulièrement avec une hausse de 25,9 %, passant

d'un TBS de 34,55 % en 2018 à 43,49 % en 2023. Cette progression notable témoigne d'interventions ciblées (construction d'écoles, cantines scolaires, sensibilisation des communautés). À l'inverse, cinq départements (Belbédji, Gouré, Takiéta, Tanout, Tesker) connaissent un recul préoccupant. Tesker enregistre la chute la plus spectaculaire, avec -18,2 % en valeur relative, malgré un niveau de départ élevé (57,9 % en 2018). Cette dégradation résulte de facteurs multiples, entre autres : chocs climatiques affectant les moyens de subsistance des agriculteurs et éleveurs, chute de la demande sociale de l'éducation ou encore fermeture d'écoles à faibles effectifs faute d'enseignants.

La ville de Zinder conserve un TBS supérieur à 100 % sur toute la période, avec une progression modérée de + 3,5 %. La moyenne régionale progresse modestement (+5,2 % en relatif), passant de 55,7 % à 58,6 %. Ce résultat modeste masque des écarts internes considérables. L'analyse révèle ainsi une double dynamique : la région connaît une amélioration progressive du niveau moyen de scolarisation, mais cette amélioration reste géographiquement inégale et profite davantage au centre urbain qu'aux zones rurales. Les entretiens avec les acteurs communautaires permettent d'éclairer ces évolutions. Un membre de CGDES représentant les parents d'élèves témoigne : « L'école est importante, mais quand il n'y a pas des salles de classe confortables, pas de cantine et pas suffisamment d'enseignant pour encadrer les enfants, les parents se découragent. Ils préfèrent garder leurs enfants à la maison pour les travaux champêtres ou garder les troupeaux. » (CGDES, focus group, avril 2024). Ces témoignages confirment que les disparités de scolarisation ne sont pas seulement le reflet d'un simple déficit d'infrastructures, mais résultent d'un système de contraintes imbriquées qui affecte à la fois l'offre scolaire (absence d'écoles, de matériel, d'enseignants) et la demande (pauvreté des ménages, coût d'opportunité de la scolarisation, perceptions négatives de l'école).

Déterminants de la disparité : résultats du modèle de panel :-

Le modèle de régression de panel à effets fixes, estimé à partir des données des onze entités administratives de la région de Zinder sur la période 2018-2023, met en évidence l'influence déterminante des facteurs liés à l'offre scolaire sur les variations du TBS. Le modèle à effets fixes permet d'isoler les spécificités propres à chaque département tout en observant l'évolution des indicateurs dans le temps. Le test de Hausman ($\chi^2 = 21,63$; $p < 0,01$) a confirmé le choix du modèle à effets fixes par rapport au modèle à effets aléatoires. Le nombre total d'observations est de 66 (11 entités $\times$ 6 années). Le TBS est retenu comme variable dépendante, tandis que les variables explicatives portent sur les caractéristiques de l'offre scolaire : nombre d'écoles pour 1 000 enfants, ratio élèves/classe, ratio élèves/maître, ratio élèves/table-banc, nombre de classes en dur, écoles disposant d'électricité et écoles disposant d'un point d'eau.

Tableau 6 : Résultats du modèle de régression de panel à effets fixes expliquant les variations du TBS dans la région de Zinder (2018–2023)

Variables explicatives	Coefficient (β)	Erreur standard	t-statistique	Probabilité (p-value)	Effet attendu
Constante	41,27	5,84	7,06	< 0,001	—
Nombre d'écoles pour 1 000 élèves	0,44	0,09	4,88	< 0,001	Positif
Ratio élèves/classe	-0,29	0,11	-2,64	0,009	Négatif
Ratio élèves/maître	-0,34	0,08	-4,12	< 0,001	Négatif
Ratio élèves/table-banc	-0,21	0,09	-2,31	0,024	Négatif
Nombre de classes en dur	0,37	0,10	3,70	< 0,001	Positif
Écoles disposant de l'électricité	0,18	0,07	2,45	0,017	Positif
Écoles disposant d'un point d'eau	0,16	0,06	2,21	0,031	Positif

Source : Calculs de OUMAROU Maman Laouali à partir des données DREN, Zinder 2023

R² within : 0,76 ; R² between : 0,88 ; R² overall : 0,82

F statistique : 18,42 (p < 0,001)

VIF maximal : 2,7 (absence de multicolinéarité)

Test de Hausman : $\chi^2 = 21,63$ (p < 0,01)

Nombre d'observations : N = 66 (11 entités × 6 années)

Les résultats montrent d'abord que le nombre d'écoles pour 1 000 enfants exerce un effet positif et fortement significatif sur le TBS ($\beta = 0,44$; p < 0,001). Ainsi, la densité structurelle favorise directement l'augmentation de la scolarisation. Les départements disposant d'une faible densité en école primaire enregistrent en effet les plus faibles niveaux de TBS, contrairement à la ville de Zinder qui concentre davantage d'établissements scolaires. Ce résultat confirme l'importance de l'accessibilité géographique dans la réduction des inégalités éducatives. En plus, le nombre de classes en dur influence positivement le TBS ($\beta = 0,37$; p < 0,001). Les départements disposant d'un plus grand nombre de salles de classe construites en matériaux définitifs enregistrent de meilleures performances scolaires. À l'inverse, les zones où dominent les classes en paillotes ou les structures provisoires présentent des niveaux de scolarisation plus faibles et plus instables. Cette relation montre que la précarité des infrastructures constitue un facteur structurel des inégalités éducatives entre les entités.

Cependant, le ratio élèves/classe présente un effet négatif significatif sur la scolarisation ($\beta = -0,29$; p < 0,01). Une augmentation de la surcharge des salles de classe réduit significativement le niveau de fréquentation scolaire et contribue à la dégradation des conditions d'apprentissage. Ce phénomène est particulièrement visible dans plusieurs départements où les effectifs élevés sont associés à une insuffisance des infrastructures pédagogiques. Tout comme le ratio élèves/maître qui apparaît également comme un déterminant majeur des disparités scolaires ($\beta = -0,34$; p < 0,001). Les départements caractérisés par un déficit d'enseignants connaissent les plus faibles performances. À mesure que le nombre d'élèves par enseignant augmente, le TBS tend à diminuer, traduisant l'effet négatif de la surcharge pédagogique sur l'attractivité et l'efficacité du système scolaire rural.

Par ailleurs, les variables liées aux équipements de base apparaissent également déterminantes. Le ratio élèves/table-banc exerce lui aussi un effet négatif significatif ($\beta = -0,21$; p < 0,05). Les écoles rurales présentent des conditions d'apprentissage plus précaires et des taux de scolarisation plus faibles. Le nombre d'écoles disposant de l'électricité exerce un effet positif significatif sur le TBS ($\beta = 0,18$; p < 0,05). L'accès à l'électricité améliore l'environnement scolaire et favorise de meilleures conditions de fonctionnement administratif et pédagogique. De même, les écoles disposant d'un point d'eau présentent un effet positif sur la scolarisation ($\beta = 0,16$; p < 0,05), confirmant le rôle des conditions d'hygiène dans le maintien des élèves à l'école.

Les coefficients de variance inflation factor (VIF) demeurent inférieurs au seuil critique de 5 (VIF maximal = 2,7), indiquant l'absence de multicolinéarité sévère entre les variables explicatives. Le coefficient de détermination intra groupe (R² within = 0,76) montre que 76 % des variations du TBS au sein des départements sont expliquées par les variables liées à l'offre scolaire et aux infrastructures éducatives. Les R² between (0,88) et overall (0,82) confirment la bonne qualité d'ajustement du modèle. Dans l'ensemble, ces résultats démontrent que les disparités de scolarisation dans la région de Zinder résultent principalement d'une répartition inégale des ressources éducatives entre le centre urbain (ville de Zinder) et les autres départements de la région. Ils confirment ainsi l'hypothèse selon laquelle un rééquilibrage géographique de l'offre scolaire pourrait contribuer significativement à l'amélioration des niveaux de scolarisation dans les zones rurales de la région.

Annexes:-**Guide D'entretien N°1 : Inspecteurs De L'enseignement Primaire:-**

Durée estimée : 45 minutes à 1 heure

Objectif : Appréhender la perception des disparités éducatives et les mécanismes de planification scolaire à l'échelle locale.

Section 1 : Présentation et contexte :-

1. Pouvez-vous vous présenter brièvement et décrire vos fonctions actuelles en tant qu'inspecteur de l'enseignement de base ?
2. Comment décririez-vous l'état général de l'enseignement primaire dans la région de Zinder ?

Section 2 : Perception des disparités :-

3. Observez-vous des différences significatives entre la ville de Zinder et les départements ruraux en matière de scolarisation ?
4. Selon vous, quelles sont les principales causes de ces disparités ?
5. Comment évaluez-vous la répartition des ressources éducatives (enseignants, infrastructures, matériel) entre la ville de Zinder et les départements ruraux ?

Section 3 : Planification et politiques éducatives :-

6. Comment se déroule la planification scolaire dans la région de Zinder ?
7. Existe-t-il des politiques spécifiques visant à réduire les disparités entre la ville et les départements ruraux ?
8. Quelles seraient, selon vous, les mesures prioritaires à mettre en œuvre pour réduire les écarts de scolarisation dans la région ?

Section 4 : Rôle des acteurs locaux :-

9. Comment évaluez-vous l'implication des collectivités territoriales dans le développement de l'éducation primaire ?
10. Quelle est votre appréciation du rôle des Comités de Gestion des Établissements Scolaires (CGDES) ?

Section 5 : Conclusion :-

11. Avez-vous des observations ou des suggestions supplémentaires que vous souhaiteriez partager ?
12. Pouvez-vous nous recommander d'autres personnes ressources à interroger ?

Guide D'entretien N°2 : Conseillers Pédagogiques (Cp) :-

Durée estimée : 45 minutes

Objectif : Comprendre les conditions d'enseignement et d'apprentissage sur le terrain.

Section 1 : Présentation et contexte:-

1. Pouvez-vous vous présenter et décrire vos fonctions de conseiller pédagogique ?
2. Comment se déroule votre travail de suivi pédagogique dans les écoles ?

Section 2 : Conditions d'enseignement:-

3. Comment décririez-vous les conditions d'enseignement dans les écoles rurales par rapport à celles de la ville de Zinder ?
4. Les classes multigrades sont-elles fréquentes en milieu rural ? Pouvez-vous décrire cette réalité ?
5. Quel est votre regard sur la qualification des enseignants en milieu rural ?

Section 3 : Résultats et performances:-

6. Comment évaluez-vous les performances des élèves dans les départements ruraux ?
7. Quels sont les principaux facteurs d'abandon scolaire que vous observez en milieu rural ?

Section 4 : Recommandations:-

8. Selon vous, quelles mesures pourraient améliorer les conditions d'enseignement et les résultats scolaires en milieu rural ?
9. Avez-vous des observations supplémentaires ou des suggestions à partager ?

Guide D'entretien N°3 : Comités De Gestion Décentralisée Des Établissements Scolaires (Cgdes) / Focus Group:-

Durée estimée : 1 heure

Objectif : Comprendre la participation communautaire à la gestion scolaire et les obstacles à la scolarisation.

Section 1 : Présentation du CGDES:-

1. Pouvez-vous nous présenter votre Comité de Gestion ?
2. Quelles sont les principales missions du CGDES dans votre école ?

Section 2 : Situation de la scolarisation:-

3. Comment percevez-vous l'évolution de la scolarisation dans votre village/département ?
4. À votre avis, pourquoi certains enfants ne vont-ils pas à l'école ?

5. Quelles sont, selon vous, les principales difficultés de l'école dans votre zone ?

Section 3 : Rôle du CGDES et participation communautaire:-

6. De quelle manière votre CGDES contribue-t-il à améliorer l'école ?
7. Rencontrez-vous des difficultés dans l'exercice de vos fonctions ? Lesquelles ?
8. Comment décririez-vous les relations entre le CGDES et les autorités éducatives (inspection, mairie) ?
9. Quelles seraient, selon vous, les mesures prioritaires pour améliorer la scolarisation dans votre zone ?

Section 4 : Conclusion:-

10. Avez-vous d'autres observations ou suggestions à partager concernant l'éducation dans votre zone ?

Discussion:-

Les résultats de cette étude confirment et approfondissent les conclusions de la littérature comparatiste africaine (Brossard & Foko, 2007 ; Compaoré, 2020 ; Traoré, 2015) : les inégalités scolaires entre milieu urbain et milieu rural dans la région de Zinder sont à la fois quantitatives (écart de 51 points sur le TBS) et qualitatives (précarité infrastructurelle, insuffisance des équipements et déficit de manuels). Cette double dimension est essentielle : même si les taux de scolarisation des départements de la région progressent sous l'effet de la pression démographique, la qualité dégradée de l'offre scolaire compromet l'effectivité des apprentissages. Cette situation s'explique par un mécanisme que nous proposons de qualifier de « avantage citadin ». Les nombreux avantages dont bénéficie le chef-lieu de la région (proximité de l'administration régionale, présence d'inspecteurs en résidence, la régularité des encadrements pédagogiques, l'accès aux formations continues, attractivité pour les enseignants qualifiés) progressent continuellement en creusant l'écart avec les zones rurales. Cette tendance converge vers l'analyse bourdieusienne de la reproduction des inégalités, appliquée ici à l'échelle régionale. La ville de Zinder déjà plus équipée, accumule les ressources de qualité, tandis que les départements défavorisés voient leur retard se creuser sous l'effet de la « maladresse institutionnelle ».

Cette tendance est également documentée par des travaux internationaux. Sreekanth, 2020, montre qu'en Inde, les disparités de performance entre zones urbaines et rurales sont principalement expliquées par les inégalités d'infrastructure et de qualification enseignante, et non par les caractéristiques socioéconomiques des ménages seuls. Ces résultats sont directement comparables à la situation de Zinder. Dans le même contexte, Muralidharan et Sundararaman, 2013 ont souligné, l'effet négatif d'une augmentation du ratio élèves/maître dans la performance des élèves. Tout comme, Fredriksson et al., 2022, qui ont confirmé, l'effet négatif d'une augmentation du ratio élèves/maître sur les résultats aux tests standardisés dans des contextes aussi différents que la Suède, Israël et le Bangladesh. La magnitude de l'effet est plus forte dans les pays à faible revenu.

En fin, les résultats de Hyry-Beihammer et Hascher, 2015, confirment que les classes multigrades dans les pays en développement, sont associées à des déficits d'apprentissage lorsqu'elles résultent de contraintes de ressources et non d'un choix pédagogique délibéré. En effet, les résultats de cette étude corroborent l'hypothèse selon laquelle : un équilibre planifié de l'offre scolaire entre les milieux de résidence constitue un levier opérationnel pour améliorer les taux de scolarisation de la région de Zinder. Le coefficient de régression du ratio élèves/maître ($-0,34$; $p < 0,001$) et de la densité d'infrastructures ($\beta = 0,44$; $p < 0,001$) suggèrent que des interventions ciblées sur ces deux dimensions pourraient produire des gains substantiels de scolarisation dans les départements défavorisés.

Conclusion:-

Cet article a analysé les disparités géographiques de l'enseignement primaire entre la ville de Zinder et les dix autres départements de la région, à partir de données longitudinales couvrant la période 2018-2023. Les résultats montrent que les écarts de scolarisation entre la zone urbaine et rurale sont fortement liés à l'inégale répartition de l'offre scolaire. La concentration des infrastructures éducatives et des enseignants qualifiés dans l'espace urbain favorise des niveaux élevés de scolarisation, tandis que les départements de la région demeurent confrontés à des difficultés structurelles limitant l'accès à l'enseignement primaire. Les disparités entre les différentes entités de la région de Zinder sont structurelles et progressives. Elles se manifestent sur l'ensemble des indicateurs d'offre et de demande scolaires : le chef-lieu régional bénéficie d'un TBS supérieur de près de 51 points à la moyenne des départements, d'un ratio élèves/maître moins chargé (39 contre 45 en moyenne), et d'une proportion d'élèves en classes multigrades quasiment nulle (1,2 % contre 42,3 %). Par ailleurs, ces inégalités tendent à s'accroître sous l'effet conjugué d'une croissance démographique plus soutenue en milieu rural et d'une planification inégale des ressources éducatives.

La modélisation économétrique confirme que les indicateurs d'offre scolaire sont les principaux déterminants des variations du TBS au niveau régional, expliquant 76 % de la variance observée. L'étude démontre ainsi que la planification équilibrée du point de vue géographique et démographique constitue un instrument essentiel de réduction des inégalités scolaires. Une politique de répartition plus juste et équitable de l'offre de l'éducation primaire entre les milieux de résidence pourrait améliorer durablement les indicateurs de scolarisation dans toute la région de Zinder. Ces résultats légitiment une approche de « planification durable » qui place l'équité spatiale de l'offre scolaire au cœur de la stratégie de programmation régionale.

Les implications politiques de cette recherche sont claires. Tout d'abord, il est impératif d'abandonner une planification basée sur la demande existante pour adopter une planification anticipative, intégrant les projections démographiques à l'horizon 2030 et les écarts actuels de couverture. Ensuite, instaurer un mécanisme d'incitation financière et professionnelle au déploiement d'enseignants qualifiés dans les zones rurales très reculées. Ainsi, réduire le ratio élèves/maitre et la proportion d'élèves en classes multigrades. D'un autre côté, il est aussi important de renforcer les capacités des CGDES pour fortifier la participation communautaire qui peut être un véritable levier opérationnel pour améliorer la demande sociale de l'éducation qui constitue un obstacle majeur à l'atteinte de l'objectif de la scolarisation primaire universelle.

Bibliographie:-

1. Bourdieu, P. et Passeron, J.-C. (1970). La reproduction : Éléments pour une théorie du système d'enseignement. Les Éditions de Minuit.
2. Brossard, M. et Foko, B. (2007). Coûts et financement de l'enseignement supérieur en Afrique francophone. Banque Mondiale.
3. Compaoré, F. (2020). Déserts éducatifs et politiques de scolarisation dans les régions sahéliennes du Burkina Faso. *Cahiers de Géographie du Québec*, 64(181), 7–28.
4. Coulibaly, A. et Diarra, K. (2018). Genre, ruralité et accès à l'éducation primaire au Sahel : une analyse comparative Mali-Niger-Sénégal. *Afrique et Développement*, 43(3), 21–46.
5. Dia, H. (2022). Les institutions d'éducation islamique au Sahel : entre développement communautaire privé et desseins hégémoniques des systèmes scolaires étatiques. *Papiers de recherche de l'AFD*, 1-47.
6. Direction Régionale de l'Éducation Nationale de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales. (2023). Région de Zinder 2018–2023. République du Niger
7. Glaser, B. G. et Strauss, A. L. (1967). The discovery of grounded theory: Strategies for qualitative research. Aldine.
8. Institut National de la Statistique (INS). (2022). Annuaire statistique du Niger 2021. Gouvernement du Niger.
9. Kobiané, J.-F. (2001). Revue générale de la littérature sur la demande d'éducation en Afrique. In M. Pilon et Y. Yaro (dir.), *La demande d'éducation en Afrique : état des connaissances et perspectives de recherche* (pp. 19-47). UEPA/UAPS.
10. Kobiané, J.-F. et Pilon, M. (2008). Appartenance ethnique et scolarisation au Burkina Faso : la dimension culturelle en question. Communication au colloque international de l'AIDELF Démographie et cultures, Québec, 25-29 août 2008.
11. Lange, M.-F. (2016). La scolarisation primaire universelle est pour demain ! In G. Courade (dir.), *L'Afrique des idées reçues* (pp. 399-404). Belin.
12. Lange, M.-F. et Martin, J.-Y. (1995). Les stratégies éducatives en Afrique subsaharienne. *Cahiers des Sciences Humaines*, 31(3), 563–587.
13. Lange, M.-F. et Yaro, Y. (2003). L'évolution de l'offre et de la demande d'éducation en Afrique subsaharienne. Communication à la Quatrième Conférence africaine sur la population, UAPS/UEPA, Tunisie, 8-12 décembre 2003.
14. Mingat, A. et Suchaut, B. (2000). Les systèmes éducatifs africains : une analyse économique comparative. De Boeck.
15. Muralidharan, K. et Sundaraman, V. (2013). Contract teachers and student achievement in rural India. *Journal of Political Economy*, 121(4), 706-750.
16. Nussbaum, M. C. (2011). *Creating capabilities: The human development approach*. Harvard University Press.
17. Pilon, M. et Yaro, Y. (Éds.). (2001). *La demande d'éducation en Afrique : état des connaissances et perspectives de recherche*. UEPA.
18. Sawadogo, A. (2019). Dette éducative territoriale et planification scolaire au Burkina Faso [Thèse de doctorat, Université de Ouagadougou].
19. Sreekanth, Y. (2020). Urban-rural disparities in educational achievement in India : The role of school infrastructure and teacher quality. *International Journal of Educational Development*, 79, 102-291.

20. Sen, A. (1999). Development as freedom. Oxford University Press.
21. Strauss, A. et Corbin, J. (1990). Basics of qualitative research: Grounded theory procedures and techniques. Sage.
22. Tandikème, J. (2021). Les Comités de Gestion des Établissements Scolaires au Tchad : entre participation communautaire et renforcement des inégalités rurales. *Politique Africaine*, 162(2), 87–110.
23. Traoré, M. K. (2015). La gouvernance locale dans le secteur de l'éducation au Mali [Thèse de doctorat, Université de Toulon]. HAL. <https://theses.hal.science/tel-01293937>
24. UNESCO-IIEP. (2021). Guide de la planification de l'éducation sensible à l'équité territoriale.